



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Ne-plus-etre-dupes>

Actualité

Ne plus être dupes !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1033 - juin 2003 -

Date de mise en ligne : vendredi 17 novembre 2006

Date de parution : juin 2003

Description :

Paul VINCENT montre que le genre d'affirmations assénées pour convaincre de la nécessité de telles réformes ont déjà beaucoup trop servi.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Vous avez raison de ne pas mordre aux propositions faites par le gouvernement soi-disant dans un souci d'égalité. C'est la même majorité qu'aujourd'hui, avec Edouard Balladur, qui a rompu cette égalité pour les durées de cotisation au détriment des travailleurs du secteur privé. Et au nom de l'égalité elle voudrait maintenant aligner tout le monde sur un régime qu'elle a rendu elle-même plus défavorable, en attendant pire. Seuls les "bas salaires" auront le "privilège" de pouvoir travailler vieux et ils seront obligés de le faire pour avoir une retraite décente. Dans le milieu des cadres, bien mal défendus par la CGC comme on le constate encore aujourd'hui, on continuera de se faire virer à partir de 50 ans. Et ce sera de plus en plus le sort des travailleurs de toutes conditions appartenant à des multinationales, lesquelles licencient comme bon leur semble pour enrichir dirigeants et actionnaires étrangers, ou à des entreprises nationales qui trouvent plus avantageux de faire travailler des Indiens ou des Chinois. Il faut absolument être tous solidaires : fonctionnaires, secteur public et secteur privé.

Faisons une analyse plus complète de la question.

C'est en 1841 qu'une loi interdit de faire travailler les enfants de moins de 8 ans. En 1874, cet âge fut porté à 12 ans. Et la scolarité allait rarement au-delà.

En 1837 l'Académie des Sciences morales et politiques chargea un certain docteur Villermé d'enquêter sur les conditions de vie des ouvriers. Celui-ci indique dans son rapport, portant sur l'industrie textile, que la durée journalière du travail y était de 13 heures l'hiver et de 15 heures l'été.

C'est le gouvernement de Front Populaire de 1936 qui a instauré pour tous les travailleurs le droit à 15 jours de congés payés. Avant, ils devaient se contenter des dimanches et jours fériés que l'Église faisait obligation de leur accorder, en leur demandant d'en consacrer une partie à remercier Dieu.

Quant à la durée de vie, dont l'allongement depuis 50 ans serait un obstacle au maintien du régime actuel des retraites, elle était à ce point de vue bien plus favorable il y a 150 ans. Si donc le problème des retraites était vraiment lié à la durée des études, au temps de travail, aux congés ou à l'espérance de vie, l'époque idéale pour verser des retraites eût été le milieu du 19ème siècle.

Or à cette époque, les retraites n'existaient pas.

Si vous demandez pourquoi à la Droite et au patronat, ils vous répondront avec leur éternel bon sens que c'est parce que nous n'avions pas alors les machines ni toute l'énergie dont nous disposons aujourd'hui, et que la productivité était insuffisante pour le permettre. Comme ils nous disaient après la Libération, pour justifier le blocage des salaires et les tickets de rationnement, qu'on ne pouvait distribuer plus qu'on ne produisait. Pourtant la raison qu'ils nous avaient donnée durant quatre ans de façon péremptoire, c'était que « les Allemands nous prenaient tout ». Ils ont ainsi toujours eu des raisonnements de parfait bon sens, auxquels il nous est demandé d'adhérer le temps que cela les arrange.

Pour justifier l'inexistence des retraites il y a 150 ans, il était sans doute légitime de faire intervenir la productivité, mais pourquoi maintenant passent-ils complètement sous silence ce facteur primordial ? Si la productivité continue de croître comme cela n'a d'ailleurs jamais cessé, ce qui en réalité nous menace c'est la surproduction des produits qui nous sont indispensables, et la production de plus en plus de produits dangereux, polluants ou inutiles, qu'on

essaiera de nous fourguer à grand renfort de publicité.

Alors, qu'est-ce que cela peut faire qu'il y ait de moins en moins de temps passé à travailler ?

Nous avons en ce moment en France quelque 23 millions d'actifs. Pourquoi vouloir nous faire peur avec le chiffre de 12 millions de retraités, même si celui-ci doit encore augmenter dans l'avenir ? Puisque la France compte plus de 60 millions d'habitants, n'y a-t-il pas aussi quelque 25 millions d'autres "inactifs", c'est-à-dire deux fois plus qu'il n'y a de retraités ? Ce sont en particulier tous les jeunes jusqu'à la fin de leur formation, ou qui même, ayant terminé leurs études, peinent à trouver un premier emploi, et aussi les chômeurs, dont la courbe en ce moment remonte. Reculer l'âge de la retraite risque d'accroître le nombre de ces autres "inactifs", et celui des gens au travail ne s'en trouvera pas forcément accru, surtout si les entreprises continuent de licencier à leur gré et si seuls les fonctionnaires (malheureusement des "improductifs" pour le gouvernement et le Medef) sont assurés par l'État de pouvoir travailler très vieux, condition mise dorénavant à l'obtention d'une retraite suffisante.

Est-ce vraiment une solution de bon sens, allant dans le sens d'un progrès ?